

## **LA DÉGÉNÉRESCENCE DU LIBAN OU LA RÉFORME ORPHELINE**

**Ahmad Beydoun**

**Arles, Actes Sud, 2009, 175 pages**

Ahmad Beydoun propose une analyse sans concession du « modèle libanais » qui, malgré la guerre civile et les accords de Taëf de 1989, continue d'être fondé sur un communautarisme qui le conduirait à sa perte. Le partage du pouvoir est régi par ce qu'on a appelé la « formule », qui est bien antérieure à l'indépendance et au Pacte national de 1943. Les communautés se transforment après l'indépendance en partis politiques, créant ainsi des « groupes multifonctions » qui tendent à « investir l'univers de leurs membres jusqu'au plus lointain de ses recoins ». Les communautés se sont construit un statut officiel et légal et ont accaparé l'État. C'est ainsi que « l'omnipotence des solidarités communautaires a favorisé l'omniprésence de la corruption structurelle à tous les niveaux de la vie publique ». Elle affecte aussi bien la répartition des sièges au Parlement que celle des fonctions et des portefeuilles au sein du gouvernement, ou la distribution des postes de responsabilité au sein de l'administration. « Chaque citoyen est enrôlé, de gré ou de force, dans des unités politiques dominées par les communautés confessionnelles ». Quant au statut personnel, il relève des lois et pratiques de chaque communauté.

Les événements récents ont encore renforcé cette évolution communautaire : l'auteur souligne à quel point le Hezbollah a confisqué à son profit les compétences de l'État. Ce constat lucide et implacable conduit A. Beydoun à proposer de « délivrer l'État de la tare communautaire ». Il développe un véritable programme de réforme en profondeur du système politique libanais, des mesures concrètes visant, dans l'esprit de l'accord de Taëf, à déconfessionnaliser le pays au niveau des instances politiques comme à celui de la fonction publique, et des divisions administratives. Cette réforme passe par l'adoption de nouvelles lois sur la nationalité, le statut personnel, les élections, le redécoupage des divisions administratives. L'insistance portée par l'auteur sur les nécessaires réformes ne l'empêche pas d'être sans illusions sur la possibilité de les mettre en œuvre. Il s'interroge lui-même : quand, comment et dans quelles conditions une volonté authentique de réforme pourra-t-elle enfin se développer ? On peut douter que le nouveau gouvernement formé par Saad Hariri à la sortie des dernières élections législatives puisse mettre en œuvre un tel programme, qui léserait de si nombreux intérêts.

Cependant, le système communautaire explique-t-il à lui seul tous les malheurs du Liban ? D'autres facteurs jouent au moins autant que le communautarisme. Quelques grandes familles dominent la vie politique et économique : au sein même de chacune des communautés, elles s'affrontent pour conserver leurs privilèges. On y ajoutera le jeu dangereux auquel se livrent certains clans en recourant à des protecteurs étrangers, dont ils espèrent un soutien politique, voire financier, qu'il s'agisse de l'Arabie saoudite, du Qatar, de la Syrie, de l'Égypte, de l'Iran ou d'Israël, sans parler des pays occidentaux. À cet égard, la sympathie évidente d'une partie des maronites, et notamment des phalangistes, pour Israël ne peut que les discréditer et contribuer à leur marginalisation. Ainsi peut-on craindre que le Liban reste, comme par le passé, le champ de bataille par procuration des puissances régionales ou lointaines.

